



Union of European Federalists
Union Europäischer Föderalisten
Union des Fédéralistes Européens

Proposition de motion d'orientation

UEF France 2023 - 2025

Un contexte politique qui se dégrade mais porte des opportunités

Nous arrivons à la fin d'une législature du Parlement européen marquée à la fois par des crises et par des initiatives fortes pour les fédéralistes.

La présidente de la Commission, choisie par les États en dehors du système de candidat-tête de liste, a su proposer et conduire des négociations permettant la mise en place d'un réflexe européen face à différentes crises : que l'on pense à la pandémie qui a donné lieu à l'achat commun de vaccins et de matériel médical ; aux incendies meurtriers et à la mise en place d'un mécanisme de protection civile européenne (RescUE) ; à la crainte d'une récession et à la mise en place d'un grand emprunt européen, Next Generation EU, première possibilité pour l'Union de s'endetter ; à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine et la mise en place d'une réponse européenne forte et solidaire.

L'autre opportunité forte de cette mandature a été la Conférence sur l'avenir de l'Europe où les fédéralistes ont été fortement impliqués (notamment dans la conférence plénière) et dont certaines propositions sont proches de nos revendications historiques : constitution européenne via une constituante, initiative législative pour le Parlement, fin de l'unanimité au Conseil, ressources propres pour le budget de l'UE, etc. La résolution proposée par le Parlement pour prendre en compte ces propositions n'a pas trouvé d'écho au sein du Conseil européen. La consultation citoyenne n'a pas trouvé de suite ... mais des députés proposent un rapport sur les projets du Parlement pour la réforme des traités qui doit être voté en novembre par le Parlement.

Ces cinq années ont aussi vu des mécanismes de repli se mettre en place. Le réflexe nationaliste a été la norme face à la pandémie, les États ayant quasiment immédiatement fermé leurs frontières, suspendu Schengen ... certaines zones frontalières européennes n'ont d'ailleurs pas été rouvertes depuis (col de Banyuls (66)).

La prise de pouvoir par l'extrême-droite ou par des nationalistes réactionnaires dans plusieurs États européens (Autriche, Suède, Italie, Pologne, Hongrie) et la montée de courants nationalistes et xénophobes dans d'autres États (Allemagne, Espagne, Grèce, Pays-Bas, France) rendent de plus en plus inaudibles nos propositions pour une Europe unie dans un monde démocratique.

De plus, l'instabilité politique et la perte de vitesse des démocraties dans le monde (Russie, Biélorussie, Inde, Chine, Niger, Mali, Gabon, Tchad, Afghanistan, etc.) porte en elle la remise en cause des valeurs démocratiques sur lesquelles les fédéralistes fondent leur projet alimentant les racines d'une internationale nationaliste.

La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine est venue nous ouvrir les yeux sur un monde où les valeurs démocratiques et les droits humains sont en net recul. Les démocraties, et leur diplomatie, n'ont plus de prises sur des États voyous, des dirigeants pour qui les Constitutions et les accords internationaux n'engagent que ceux qui y croient et surtout pas eux ... Nous nous retrouvons dans un monde où nous devons réinventer des leviers d'action.



Union of European Federalists
Union Europäischer Föderalisten
Union des Fédéralistes Européens

Que faire ?

L'Union des fédéralistes européens s'est construite, en 1946, avec notamment des hommes et des femmes qui ont combattu le nazisme, le fascisme et les totalitarismes, qui ont défendu chacun et chacune à leur manière et avec les moyens à leur disposition, **les valeurs de paix, de respect des droits humains, de respect de l'autonomie de chacun**, personne, groupe culturel, corps intermédiaires.

Ces valeurs, communes à l'ensemble des fédéralistes démocrates (excluons d'emblée les dérives fascisantes ou ethno-nationalistes de certains fédéralistes, dans les milieux identitaires ou de la Nouvelle droite depuis les années 1970), nous devons les porter, les faire vivre, les rendre concrètes. Ainsi, la valeur de Paix est une exigence ferme pour rendre la guerre impossible¹.

Dans cette approche, nous devons également assumer que le fédéralisme a un **aspect systémique** : l'idée d'un fédéralisme européen entre nécessairement en résonance avec celle d'un fédéralisme à l'échelle de l'État et d'un fédéralisme mondial. Toutes ces échelles répondent de la même logique d'unité et de respect de l'autonomie de chacun.

L'Union des fédéralistes européens est et demeure l'association permettant aux fédéralistes de se rassembler quand bien même ils et elles se reconnaissent dans différentes écoles. Le respect, la tolérance et l'échange constructif sur nos désaccords constitue le moyen de poursuivre la construction de revendications et de priorités communes.

Et en France ?

Par son organisation unitaire et l'espace plus que restreint laissé aux collectivités, de la commune à la région, la France reste une exception en Europe. Tous nos voisins ont pour point commun d'avoir accordé plus de compétences, de capacités financières et de pouvoirs démocratiques de contrôle.

Alors que la loi dite « 3DS »² autorise depuis 2022 le transfert de compétences différentes aux collectivités ou l'adaptation des normes qui encadrent leurs compétences, de nombreux exécutifs régionaux dépassent désormais les traditionnelles revendications culturelles et linguistiques pour solliciter avec énergie le transfert de blocs de compétences en matière d'emploi, d'éducation ou de santé. Une nouvelle loi de décentralisation pour évoluer vers un système fédéral est déjà demandée, sur la base d'un argumentaire civique et démocratique. Le « F Word » longtemps ignoré, est de plus en plus banalisé.

Le fédéralisme proposé par l'UEF est donc à la fois une alternative franche au système institutionnel en place qui montre toutes ses limites et un projet politique plus que jamais au coeur des débats.

¹ « Qu'importe u monde moderne, il veut qu'on lui f... la paix, il accepte, pour cela, l'esclavage de la bête. Il porte dans la vie internationale le lâche abandon dont il a fait le principe de sa vie personnelle. Il renonce purement et simplement, abandonne toute protestation contre l'ordre des faits, toute défense, toute rébellion de l'esprit. » J. de Fabrègue, *Réaction*, n°6, avril 1931, p. 12

² Loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration, et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale. Cette loi autorise le transfert de nouvelles compétences aux collectivités ou l'adaptation des normes qui encadrent leurs compétences.

Une vision nécessairement mondiale

Cette volonté de démocratie fédérale dépasse évidemment l'Europe. Comme l'indiquait déjà Altiero Spinelli dans le Manifeste de Ventotene, le fédéralisme vise également à "la création d'un État international solide" et à "la réalisation de l'unité internationale". Le contexte général de régression de l'État de droit dans le monde, tout autant que l'accélération de la problématique environnementale rendent de plus en plus urgent un travail en vue d'obtenir des avancées, même modestes, vers une démocratie globale.

Les fédéralistes sont donc pleinement engagés pour la démocratisation des institutions des Nations Unies à travers la création d'une Assemblée parlementaire et d'un Droit d'initiative citoyenne des Nations Unies. Nous sommes également favorables à l'émergence d'une Cour internationale de l'environnement et d'une organisation mondiale de la santé capables de préserver l'intérêt général de l'humanité et non les intérêts particuliers de quelques Etats influents. Enfin, nous tenons à la reconnaissance de la citoyenneté mondiale.

Le fédéralisme répond aujourd'hui comme hier aux contradictions et aux tensions que le monde connaît et va connaître de façon encore plus aiguë avec les conséquences du dérèglement climatique. Si les générations de Spinelli ou d'Albertini, en particulier, pouvaient dire qu'elles militaient pour un idéal qu'elles ne connaîtraient pas de leur vivant, il peut de moins en moins en être de même pour les générations les plus jeunes. Le fédéralisme doit devenir une réalité dans les 30 prochaines années maximum pour que l'humanité, ou à tout le moins les citoyens et les citoyennes européens se donnent les moyens de résoudre les conflits qui existent et émergeront.

Trois priorités pour guider notre action à court et moyen termes

La section française de l'Union des fédéralistes connaît actuellement différents enjeux et peut saisir plusieurs opportunités qui orienteront son action.

Mobiliser les adhérents et les adhérentes

L'UEF France compte actuellement **une centaine d'adhérent-e-s** réparti-e-s en plusieurs sections locales (Paris Ile-de-France, Auvergne Rhône-Alpes, Sud), antennes (Grand Est, Hauts-de-France, Loire-Atlantique) et adhérents isolés (principalement en Occitanie).

Les **sections locales sont fragilisées** avec des bureaux peu fournis ou à renouveler. Seule la section Sud est actuellement en capacité d'organiser des événements de façon autonome et en mobilisant le partenariat local.

De façon contre-intuitive, les adhérents sont assez peu fidèles à l'UEF. Il y a un contraste entre des adhérents très anciens et des personnes qui adhèrent et qu'on ne revoit pas.

La période Covid, puis les années qui ont suivi, ont été marquées par une diminution des activités locales proposées et des rencontres en ligne plus fréquentes. Depuis 2021, un jour fixe national a été mis en place remplaçant le jour fixe de la section Auvergne Rhône-Alpes et les jours fixes franciliens organisés en 2015 – 2019 avec les sections locales des Jeunes Européens.

Nous voulons ainsi :

- Mettre en place une newsletter mensuelle à date fixe reprenant l'ensemble des éléments de la vie de l'association
- Proposer à chaque nouvel adhérent un appel ou une rencontre pour « faire connaissance ». Ceci pouvant être fait par les sections locales là où elles le peuvent.
- Assurer l'animation et le lien avec les adhérent-e-s isolé-e-s pour être capables de leur proposer d'intégrer un groupe de travail ou une action.
- Mettre en place des échanges réguliers (mensuels) avec les responsables locaux et soutenir les initiatives locales (à discuter et approfondir ensemble).
- Agir en transversalité à travers des équipes de travail avec les sections, le CA et les adhérent-e-s isolé-e-s sur tous les sujets possibles pour concentrer les forces vives.
- Être en veille sur les opportunités d'évènements notamment en Bretagne, en Occitanie et dans les Hauts-de-France. Être force de proposition pour organiser des rencontres (ex : formation, actions conjointe dans le cadre de la campagne commune).

Faire entendre notre vision et nos propositions

L'UEF porte un message politique affirmé et assumé. Cependant, elle ne développe pas de plaidoyer ni d'action de lobbying depuis des années, que ce soit au niveau local, national ou, désormais, européen. Les résolutions adoptées lors des comités fédéraux de l'UEF Europe sont traduites et mises en ligne sur le site internet de l'association.



Union of European Federalists
Union Europäischer Föderalisten
Union des Fédéralistes Européens

Si l'UEF Europe assure le secrétariat du groupe Spinelli (intergroupe fédéraliste du Parlement européen), les liens avec les élus en France sont peu organisés. Des adhérent-e-s entretiennent des liens avec certains élu-e-s. Le projet d'un réseau d'élus a été travaillé en 2020, une feuille de route adoptée en Conseil d'administration qui n'a pas encore été mise en œuvre.

L'année 2023 offre une opportunité avec l'élection à la tête du Mouvement européen d'un fédéraliste convaincu, ancien porte-parole de l'UEF France. Le Mouvement européen devient ainsi un partenaire très intéressant pour pousser nos propositions. Dans ce cadre, des membres du bureau de l'UEF ont été impliqué-e-s dans le travail de Labo des idées et dans le comité de campagne pour préparer les élections de 2024.

Nous souhaitons ainsi nous inscrire dans la dynamique d'une campagne commune « L'Europe pour de bon » avec notamment cinq axes de plaidoyer :

- Une **Europe plus démocratique et efficace, capable d'accueillir de nouveaux membres**
- Une **Europe qui accompagne la transition écologique**
- Une **Europe qui se donne les moyens d'agir**
- Une **Europe contribuant à la paix mondiale**
- Une **Europe espace de libertés et de protection des droits humains**

Cette campagne sera articulée avec celle que l'UEF Europe mettra en place, notamment autour du changement des traités.

Nous voulons ainsi :

- S'investir dans la mise en œuvre du plaidoyer commun de la campagne « L'Europe pour de bon » en s'appuyant sur les membres du Conseil d'administration et les adhérent-e-s motivé-e-s
- Diffuser les actions des partenaires pouvant intéresser des membres (ex : action locale en proximité de membres isolés)
- Co-organiser l'évènement de plaidoyer Dialogue Européen « Répondre aux attentes des citoyens » prévu le 9 décembre 2023 et mobiliser les adhérent-e-s autour de cette action
- Développer une offre de formation sur le fédéralisme et les perspectives fédérale européenne auprès des partis politiques, en lien avec le ME et les JE
- Mettre en place et animer un **groupe de rédacteurs et rédactrices** pour que l'association publie une fois par semaine un article dans un média sur un sujet d'actualité avec un prisme fédéraliste
- Mettre en place et animer un **groupe de réflexion** maîtrisant les fondements et l'analyse fédéraliste et capable de proposer une lecture et une position rapide sur des sujets marquants de la campagne électorale.
- Mettre en place et animer un **groupe pour le réseau d'élus**
- Mettre en place une **équipe réseaux sociaux** capable de faire de la veille, diffuser et relayer les publications de l'association, ou de nos partenaires, en lien avec les sections et les adhérent-e-s
- Mettre en place une **équipe commission politique** et proposer aux adhérent-e-s intéressé-e-s de s'investir dans les *political committee* de l'UEF Europe.

Poursuivre le travail d'influence

L'UEF France a mis en place en 2021 un **Conseil scientifique**. Il s'agit d'un réseau d'une vingtaine d'universitaires travaillant sur les questions européennes dans une approche fédéraliste (bien que tous ne soient pas fédéralistes). Le rôle du Conseil scientifique est défini dans les statuts de l'UEF France.

Ce réseau permet de montrer que l'approche fédéraliste est sérieuse et de faire se rencontrer de manière transdisciplinaire ces chercheurs et chercheuses. Ils participent également à élargir les réflexions des fédéralistes et à alimenter nos prises de position (qui ne sont pas forcément celles du Conseil scientifique).

En vue des élections européennes, certains membres du Conseil scientifique ont entamé un travail pour écrire des articles ou des contributions. Ces éléments pourront faire l'objet d'une valorisation auprès de l'opinion publique ou des candidats et décideurs.

Le Conseil scientifique pourra également être amené à organiser des séminaires permettant de présenter et de discuter des papiers constituant ainsi un lieu de recherche et de collaboration.

Nous voulons ainsi :

- Poursuivre l'animation du Conseil scientifique notamment avec la rédaction d'articles ou de tribunes pouvant être publiées dans les grands médias nationaux ou européens
- Poursuivre l'élargissement du Conseil scientifique en intégrant également des chercheurs sur les aspects mondiaux ou locaux du fédéralisme
- Organiser et animer des séminaires de recherche avec les membres du Conseil scientifique
- Mettre en place le réseau d'élus en lien avec l'évènement de plaidoyer du 9 décembre et en s'appuyant sur la feuille de route adoptée en 2020 avec comme premier objectif d'influencer le contenu de la campagne et du programme des listes candidates aux européennes
- Poser les jalons d'un réseau d'élus par des actions concrètes dans le cadre de la campagne des européennes : évènement médiatique, lettres ouvertes ou autres actions permettant de constituer un réseau de fait.

A la suite des élections européennes, l'UEF aura également une campagne probablement commune, à mener sur le choix du président ou de la présidente de la Commission européenne.

En 2024 – 2025, une campagne pour réformer/changer de Constitution en France pourrait être pertinente afin de porter les propositions d'une République française fédérale quelques années avant le changement de président et dans un contexte où les institutions centralisatrices de la Vème République sont à bout.

En fonction de l'actualité, nous pourrions également nous inscrire dans les opportunités ouvertes par la loi 3DS de 2022 en matière de nouvelles compétences et d'adaptation des normes encadrant les compétences des régions, ou soutenir l'idée d'une nouvelle loi de décentralisation afin de rapprocher la France d'une démocratie fédérale.



Union of European Federalists
Union Europäischer Föderalisten
Union des Fédéralistes Européens

Une équipe pour porter un projet commun et l'articuler avec l'ensemble de l'association

- Chloé Fabre (63), présidente
- Luc Landrot (69), Vice-Président en charge des relations européennes
- Jean-Francis Billion (24), Vice-Président, passeur de mémoire
- Kévin Jezequel (44), trésorier et porte-parole
- Loris Birkemeyer (67), secrétaire général
- Lucie-Hélène Pagnat (75), responsable du développement local et mobilisation des adhérent-e-s
- Françoise Dielmann (92), responsable du réseau d'élus
- Michel Caillouët (84), responsable du Conseil scientifique
- Antoine Chabal (26), responsable de la campagne commune pour les européennes
- Olalla Pastor Del Valle (67), responsable de la communication sur les réseaux sociaux

Le bureau pourra également faire appel à des chargé-e-s de mission pour compléter son action.